



Association Française
d'information sur les attentats
du 11 septembre 2001

Paris, le 2 avril 2008

Mesdames, Messieurs les Députés et Sénateurs,

A l'heure où [les députés PS déposent une motion de censure contre le gouvernement Fillon](#) suite à la décision de renforcer de près de 1000 hommes la présence française en Afghanistan (après que notre ex-candidat président eut affirmé le contraire en avril avant les élections), il apparaît de plus en plus nécessaire de resituer le débat sur les origines de ce conflit.

Après les terribles attentats du 11 septembre 2001, G.W. BUSH déclare la guerre aux terroristes présumés responsables de cette tragédie et l'Afghanistan est désigné comme hébergeant leur chef : Oussama ben Laden.

Le 21 septembre 2001, en direct sur CNN, le porte-parole du gouvernement afghan a déclaré qu'il livrerait Oussama ben Laden à la justice américaine sur présentation de preuves, dont l'existence "accablante" avait été simplement affirmée la veille par Colin Powell. Où sont les preuves ? Elles n'ont jamais été présentées. [Oussama ben Laden](#) n'est à ce jour même pas recherché par le FBI pour les attentats de 2001...

La situation actuelle en Afghanistan

Où en est l'[Afghanistan](#) aujourd'hui ? Depuis l'[occupation étrangère](#), la production de pavot a [atteint des records en 2007](#) et 47 civils en moyenne meurent pour chaque militaire tombé. Les [complexes souterrains afghans de Tora Bora](#), décrits dans les journaux comme des installations dignes d'un James Bond, n'étaient finalement que de simples [grottes vides](#). Mais tout cela est resté dans l'imaginaire collectif comme suffisant pour justifier une invasion et des bombardements souvent meurtriers pour une population sous le feu de la guerre depuis des décennies.

L'arrestation de ben Laden fut un véritable échec. On se souviendra aussi de la [fuite du mollah Omar en moto](#). Ben Laden n'a jamais été capturé alors que des [militaires français affirment l'avoir eu dans leur viseur](#). Bref, l'invasion punitive de l'Afghanistan, déclarée le 7 octobre 2001 sous le nom pompeux de "Liberté immuable", a surtout servi à justifier l'occupation d'un pays stratégiquement important pour l'acheminement des ressources pétrolières de la mer Caspienne. Ainsi Amid Karzaï, [ancien conseiller du groupe pétrolier américain Unocal](#), fut bombardé président par le biais de négociations financières et de fausses élections « démocratiques » ...

De la même manière, l'ancien secrétaire d'état Colin Powell a menti sur les [ADM en Irak](#), l'administration Bush ayant finalement [reconnu en 2005 que ces armes n'existaient pas](#). De même l'[Anthrax](#) brandi par Colin Powell [en plein hémicycle de l'ONU](#) s'est avéré être de la simple farine et les seules souches détectées aux USA provenaient de laboratoires américains. Il est donc urgent de réfléchir aux raisons qui justifieraient la présence de militaires français dans une croisade justifiée par des manipulations médiatiques.

L'exemple Japonais

Le 10 janvier dernier, le Sénat japonais a refusé de voter la prorogation de l'aide aux troupes de l'OTAN stationnées en Afghanistan (2 navires japonais ravitaillent les troupes de l'OTAN en carburant). Le Premier ministre japonais n'a dû son salut vis-à-vis de Washington qu'avec l'aide d'une procédure exceptionnelle dite du vote à la majorité des deux tiers, employée pour la première fois depuis que le Japon a recouvré sa souveraineté en 1952. Pourquoi ? L'AFP n'en a pas diffusé la raison. Un sénateur japonais centriste, M. Yukihiko Fujita, a publiquement, et avec le soutien de son parti,

[mis en doute les allégations de Washington quant à la responsabilité de l'Etat afghan dans les attentats de Septembre 2001](#). Aucune enquête japonaise indépendante n'a été menée. Tout a été décidé sur la foi de simples "renseignements confidentiels" fournis par Washington, attitude qu'une contre-enquête citoyenne internationale en cours remet en cause, et dont le courageux Sénateur s'est fait l'écho. Cette contre-enquête appelle à la réouverture officielle du dossier du 11 Septembre 2001. Car c'est bien là l'origine du déclenchement de la guerre globale contre les terroristes .

Familles des victimes, Commission d'enquête

C'est seulement parce que des familles de victimes ont forcé la Maison Blanche à le faire, qu'une simple enquête à valeur administrative a été consentie par la Maison Blanche plus d'un an après (un record de lenteur dans l'histoire de l'administration américaine)... Et le rapport de la Commission d'enquête ne vaut rien, car la méthodologie suivie ne permet pas de « judiciariser » ses conclusions.

Ainsi, le plus grand attentat de tous les temps sur le territoire des Etats-Unis est en panne d'enquête judiciaire nationale et de procès depuis 6 ans et demi ; seules des procédures privées sont en cours, promises au non-lieu, et la torture (cf. [Guantanamo](#) et les [propos de GW BUSH](#)) a remplacé le renseignement et les investigations, sans résultats crédibles comme vous avez pu le constater depuis.

A la lumière de ces simples constatations préoccupantes, nous vous demandons instamment de surseoir à l'envoi de nos soldats et compatriotes en Afghanistan, car ce serait au nom de raisons que nous sommes à ce jour bien en peine d'identifier avec certitude. Réfléchissons ensemble, ne nous laissons pas gagner par la tentation de l'Atlantisme forcené, mais par une collaboration raisonnée avec la nation américaine.

Avec la solennité qui s'impose devant ce tournant diplomatique français, recevez, Mesdames, Messieurs les Députés et Sénateurs, l'assurance de notre profond respect envers votre fonction et nos institutions.

Association ReOpen911

**« Nous documentons et diffusons
les recherches citoyennes en cours sur les attentats du 11 Septembre 2001 ».**

www.ReOpen911.info